

# Colonisation et changement écologique en Inde du Sud. La politique forestière britannique et ses conséquences sociales dans les Ghâts occidentaux (XIXe-XXe siècles)

Jacques Pouchepadass

[https://www.persee.fr/doc/sfhom\\_1768-7144\\_1993\\_ant\\_13\\_1\\_1026](https://www.persee.fr/doc/sfhom_1768-7144_1993_ant_13_1_1026)

---

## Citer ce document / Cite this document :

Pouchepadass Jacques. Colonisation et changement écologique en Inde du Sud. La politique forestière britannique et ses conséquences sociales dans les Ghâts occidentaux (XIXe-XXe siècles). In: Colonisations et environnement. Paris : Société française d'histoire d'outre-mer, 1993. pp. 165-193. (Bibliothèque d'histoire d'outre-mer. Études, 13);

[https://www.persee.fr/doc/sfhom\\_1768-7144\\_1993\\_ant\\_13\\_1\\_1026](https://www.persee.fr/doc/sfhom_1768-7144_1993_ant_13_1_1026)

---

Fichier pdf généré le 17/12/2018

## Abstract

This study deals at first with the factors and stages of the process of deforestation which has developed in the central Western Ghats of India over the last 200 years. A consciousness of the ecological dangers of uncontrolled deforestation obviously existed in die official spheres during the first half of the 19th century. It is however mainly in order to meet the requirements of the colonial state that a centralized system of forest management was instituted from the 1860s onwards, and that forest legislation and regulations were passed which curtailed drastically the rights of access of the local populations to the forests for collection of forest produce and grazing. The Forest Department, being considered as a source of surplus revenue for the Imperial Exchequer, had to give priority to commercial exploitation and the plantation of valuable species over the interests of the local peasant and tribal population.

This policy had a considerable impact on the material condition of the rural population. The Forest Department pursued a policy of gradual eradication of shifting cultivation. The traditional equilibrium between agriculture and forest was jeopardized, as the area of forest that was conceded to the village communities proved too small for a growing population. The incidence of forest crime went on increasing in this context. Periodical outbursts of mass resistance to forest regulations occurred, especially from the 1920s onwards, when popular discontent tended to merge with nationalist agitation.

## Résumé

Cette étude expose d'abord les étapes et les facteurs de la régression de la couverture forestière dans la zone centrale des Ghâts occidentaux (Inde du Sud) depuis deux siècles. Bien que les dangers écologiques d'une déforestation incontrôlée soient connus de bonne heure, c'est surtout l'exigence d'une gestion centralisée du capital forestier pour les besoins de l'État qui conduit à la mise en place, à partir des années 1860, d'un département des Forêts et d'une législation qui restreint considérablement les droits d'usage dont jouissaient traditionnellement les populations locales. Le Forest Department, cependant, est tenu par le gouvernement de réaliser des profits, et sa stratégie de gestion met l'accent sur l'exploitation commerciale des forêts et sur le développement des espèces les plus rentables (teck notamment), au détriment des intérêts des usagers paysans et tribaux.

Les effets d'une telle politique sur les modes de vie ruraux sont considérables. Le Forest Department décourage de façon progressive mais résolue l'agriculture itinérante, qui est finalement abolie en 1920. Et surtout l'équilibre traditionnel du rapport entre agriculture et forêt (dont la composante symbolique, illustrée par le souci général de la préservation des «bois sacrés», joue un rôle important) est sérieusement compromis, du fait de l'étroitesse des espaces boisés dévolus aux collectivités villageoises. La délinquance forestière qui se développe sur ce terrain est stimulée par les comportements souvent vexatoires des fonctionnaires subalternes du Forest Department. Cette délinquance tourne périodiquement à la résistance de masse, particulièrement à partir des années 1920, lorsque s'effectue la conjonction entre ce mécontentement et les campagnes d'agitation du mouvement nationaliste.

# COLONISATION ET CHANGEMENT ÉCOLOGIQUE EN INDE DU SUD

## La politique forestière britannique et ses conséquences sociales dans les Ghâts occidentaux (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles)

*par*

JACQUES POUCHEPADASS

Cette étude expose les origines historiques de la grave situation écologique qui prévaut actuellement dans la région centrale de la chaîne des Ghâts occidentaux de la péninsule indienne \*. Cette situation alarmante a fait l'objet d'une certaine mobilisation de l'opinion ces dernières années de la part de militants écologistes et de scientifiques. Des recherches substantielles ont par ailleurs été conduites sur l'écologie de l'une des zones forestières les plus intéressantes de la région, à savoir le district d'Uttara Kannada (anciennement Nord Kanara) <sup>1</sup>. La genèse coloniale du problème reste néanmoins à étudier en profondeur. Un programme de recherche interdisciplinaire intitulé « Dynamique des écosystèmes et devenir des sociétés dans les Ghâts occidentaux » a été mis en place à l'Institut français de Pondichéry afin d'associer sciences écologiques et sciences sociales dans l'exploration de la situation <sup>2</sup>. Cet article n'a d'autre ambition que de présenter une première vue d'ensemble des aspects historiques de ce champ d'étude.

---

\* Une première version de ce texte a été présentée à la XIth Conference on Modern South Asian Studies, Amsterdam, 2-5 juillet 1990.

Les abréviations suivantes seront utilisées dans les notes : NAI, National Archives of India (New Delhi); IOR, India Office Records (Londres).

1. Grâce en particulier au professeur Madhav Gadgil et à son équipe au Centre for Ecological Sciences de l'Indian Institute of Science of Bangalore et au professeur M.V. Nadkarni, directeur de l'Ecology Economics Unit de l'Institute for Social and Economic Change de Bangalore.

2. Ce programme a été approuvé par l'Indira Gandhi National Centre for the Arts (IGNCA) de New Delhi, dans le cadre de son programme national intitulé « Human ecology and cultural heritage ».

## LA ZONE ÉTUDIÉE

La région considérée se compose de deux districts côtiers de l'État actuel du Karnataka (Uttara Kannada et Dakshina Kannada) et des districts de Kodagu (également dans le Karnataka) et de Kasaragod (aujourd'hui le district le plus septentrional du Kérala). Avant l'Indépendance, cette région était divisée en trois districts, à savoir le Nord Kanara, le Sud Kanara (dont Kasaragod était un taluk ou arrondissement), et le Coorg. Ces districts dépendaient à l'origine de la présidence du Madras (y compris le Coorg, qui fut annexé par les Anglais en 1834). Le Nord Kanara passa sous la tutelle de la présidence de Bombay en 1862. Ces trois districts étaient limitrophes de l'État princier de Mysore.

D'ouest en est, le Nord Kanara comprenait trois zones géographiques distinctes : une étroite plaine alluviale le long de la côte, la chaîne des Ghâts occidentaux et, à l'est, une bande de hautes terres marquant le début du plateau du Deccan. Dans le Sud Kanara, la crête ou l'escarpement de la chaîne des Ghâts formait la limite est du district. Entre les pentes abruptes de la chaîne et la plaine côtière s'étendait un plateau de latérite accidenté dont la pente générale inclinait vers la mer. Le Coorg, bordé à l'ouest par le Sud Kanara, présentait une configuration presque entièrement montagneuse, sa partie ouest se composant d'une chaîne ininterrompue de collines d'où partaient vers l'est des ramifications qui se fondaient graduellement dans le plateau de Mysore<sup>3</sup>.

Malgré leur topographie nettement contrastée, ces régions avaient en commun deux importantes caractéristiques naturelles : d'une part un taux d'humidité et une pluviosité élevés, d'autre part une surface accidentée, entaillée par des vallées profondes, qui rendait les communications difficiles tout au long de l'année et le plus souvent quasiment impossibles pendant la saison des pluies<sup>4</sup>. Du fait de leurs caractéristiques climatiques et pédologiques, ces districts jouissaient d'une couverture végétale luxuriante et la forêt y prédominait partout il y a deux siècles encore (ce qui n'est plus le cas aujourd'hui, malgré ce que pourraient laisser croire les statistiques officielles de l'utilisation du sol)<sup>5</sup>. Les obstacles physiques qui gênaient la circulation et la pratique de

---

3. Bonne introduction à la géographie du Kanara côtier et du Coorg dans LEARMONTH, 1962, chap. 1 et 2.

4. A l'époque de l'accession de l'Inde à l'indépendance (1947), la plupart des marchés périodiques ruraux, dans les zones côtières comme dans les Ghâts, cessaient encore de fonctionner durant la mousson : cf. DESHPANDE, 1941, p. 332.

5. La superficie officiellement classée comme forestière était encore la suivante (en pourcentage) en 1981 dans les trois districts du Karnataka concernés par cette étude : Uttar Kannada 80,6 ; Dakshin Kannada 59,8 ; Kodagu 30,1.

l'agriculture, associées à l'omniprésence de la malaria <sup>6</sup>, expliquent en partie la faiblesse de la population dans ces régions jusqu'à l'époque moderne <sup>7</sup>, et l'exceptionnelle longévité de la couverture forestière.

## LES TRANSFORMATIONS MODERNES DE L'ÉCOSYSTÈME FORESTIER

### *Les forêts avant 1800*

D'après Pline, Ptolémée et le *Périple de la mer Erythrée*, nous savons qu'au temps des Romains la côte du Kanara, comme le Malabar et le Konkan, était déjà, bien qu'elle fût infestée de pirates, le lieu d'un commerce maritime international non seulement d'épices (principalement de poivre), mais aussi de bois et d'autres produits de la forêt comme les résines et les aromates. Les bois exportés étaient surtout le bois de santal, le teck, le blackwood et l'ébène. Le teck de la côte ouest de l'Inde était particulièrement recherché pour la construction navale et était largement utilisé à cette fin, notamment dans le golfe Persique <sup>8</sup>. Ce commerce d'exportation se poursuivit au cours des siècles. Les Européens qui commencèrent à établir des factoreries sur la côte du Kanara à partir du XVI<sup>e</sup> siècle s'intéressaient peu au commerce du bois. Seuls les Portugais, après la conquête de Goa, se servirent abondamment du teck local pour la construction navale. On a peu d'informations précises sur les modes et le degré d'exploitation des forêts avant l'arrivée des Anglais en 1799. On trouve des indications dispersées sur l'état des forêts locales dans les nombreux récits de voyages rédigés à partir du XV<sup>e</sup> siècle, mais elles restent purement impressionnistes. La forêt régressa inévitablement autour des sites habités du fait de la demande en combustible et en bois d'œuvre, du pâturage du bétail, de la nécessité d'écarter les animaux sauvages (mais la population restait clairsemée, excepté sur la côte). L'agriculture itinérante (*kumri*) était pratique courante dans les forêts des Ghâts. On sait aussi que beaucoup de forêts furent détruites vers

---

6. L'endémie malarienne était encore très virulente dans les régions forestières des trois districts. Dans les années 1870, la mortalité annuelle officiellement attribuée à la « fièvre » dans le Nord Kanara représentait en moyenne 57,5% des décès (CAMPBELL, 1883 (I), p. 221). La maladie demeurait omniprésente à l'époque de l'Indépendance (voir par exemple PILLAI, 1938, p. 270) et constituait un facteur permanent de pénurie de main-d'œuvre, ainsi qu'un obstacle aux progrès de la mise en valeur agricole. Elle a considérablement reculé par la suite, mais il existe maintenant un danger de recrudescence du fait de la résistance croissante des moustiques au DDT.

7. Le nombre d'habitants au kilomètre carré en 1901 et en 1981 était, d'après les statistiques du *Census of India*, en 1901 : Nord Kanara 44, Sud Kanara 110 (en excluant le *taluk* de Kasaragod, rattaché au Kérala en 1956), Coorg (Kodagu) 44; en 1981 : Nord Kanara 104, Sud Kanara 282, Coorg (Kodagu) 113.

8. Voir par exemple WARMINGTON, 1974, pp. 113, 213-214; DAS, 1949, p. 245.

la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle par les sultans de Mysore au cours de leurs guerres contre les Coorgs <sup>9</sup>. Enfin, une source indique qu'on abattait environ trois mille tecks par an dans le Nord Kanara vers 1800 <sup>10</sup>. Ces informations se ramènent à peu de chose, et l'histoire pré-coloniale des forêts de la région reste à écrire.

Un fait, du moins, semble à peu près certain : la région, à l'époque de la conquête britannique, était relativement dépeuplée, par suite des années d'oppression et de ponction fiscale abusive qu'elle avait subies sous les gouvernements successifs de Mysore, et en raison des guerres et des luttes intestines qui avaient désolé le pays pendant un siècle. Les deux principaux témoignages que nous possédions à ce sujet sont d'une part les célèbres rapports envoyés par Thomas Munro, premier collecteur (percepteur) du Canara, au gouvernement de Madras, les 31 mai et 9 novembre 1800 <sup>11</sup>, et d'autre part la relation rédigée par Francis Buchanan sur le Mysore, le Canara et le Malabar au terme de la tournée qu'il y fit à la demande du gouvernement britannique de Calcutta au lendemain de la conquête en 1800-1801 <sup>12</sup>. D'après Munro :

Les maux qui n'ont cessé de s'abattre sur le Canara depuis qu'il est devenu une province de Mysore ont détruit une grande partie de sa population [...]. Les terres vendables sont rares, même sur la côte, au nord de Cundapoor, et partout dans l'intérieur du Canara, sauf sur les bords de la rivière de Mangalore et de quelques autres cours d'eau importants. A proximité des Ghâts, non seulement les terres sont invendables, mais la plupart d'entre elles sont à l'abandon et envahies par les bois. On estime que la population a diminué d'un tiers durant les quarante dernières années <sup>13</sup>.

Buchanan, de son côté, mentionne dans son journal de voyage quantité de villages désertés, de jardins abandonnés, de terres auparavant cultivées laissées en friche et retournant à la forêt, et signale l'omniprésente menace des animaux sauvages, tout ceci aussi bien dans le sud que dans le nord du Kanara <sup>14</sup>.

Ces descriptions plutôt sombres de l'état de la région en 1800 doivent probablement être considérées avec prudence. Munro devait justifier aux yeux de ses supérieurs le niveau relativement bas de l'assiette fiscale qu'il allait devoir fixer pour les propriétaires terriens du Canara <sup>15</sup>. Quant à Buchanan, il avait été désigné pour inspecter le Mysore par le gouverneur général lord Wellesley, dont l'action contre le sultan Tipu avait été désapprouvée à Londres, et qui devait par conséquent prouver que le renversement du régime de Tipu et

---

9. Ceci d'après un chroniqueur du XVIII<sup>e</sup> siècle, Kirmani, cité par BAYLY, 1988, p. 138.

10. HAMILTON, 1820, p. 259.

11. Rapports cités dans FIRMINGER, 1918, appendice 24. Voir aussi la lettre de Munro à sa sœur reproduite dans KRISHNASWAMI, 1947, p. 153.

12. BUCHANAN, 1807.

13. FIRMINGER, 1918, vol. 3, pp. 308-309.

14. BUCHANAN, 1807, vol. 3, pp. 9-250, *passim*. Voir également HAMILTON, 1820, pp. 254-256.

15. Voir STEIN, 1989, p. 72.

son remplacement par l'autorité britannique seraient une bénédiction pour le pays <sup>16</sup>. Il est cependant indéniable que la population avait beaucoup diminué à cette époque, que l'étendue des terres en friche était bien plus considérable que par le passé, et la forêt avait regagné du terrain dans cette région pour la dernière fois dans l'histoire.

*La progression de la déforestation jusqu'aux débuts de la foresterie moderne*

Au début du siècle, une immense forêt presque continue couvrait les Ghâts occidentaux depuis la ligne de partage des eaux jusqu'aux sommets les plus élevés — domaine intact de la nature, faiblement peuplé, riche en animaux sauvages, et dont toutes les parties hautes sans exception étaient boisées. Aujourd'hui, s'il observe la région du haut des sommets les plus élevés du Coorg ou du Malabar, le voyageur s'imagine qu'une forêt inépuisable s'étend à ses pieds; mais en descendant les Ghats, il s'aperçoit que le meilleur bois a été enlevé et que les coupes des entrepreneurs sont en cours dans les endroits les plus reculés. Je fais tout particulièrement allusion aux perches de teck, de blackwood et de poon, qui se font plus rares chaque année dans les régions accessibles <sup>17</sup>.

Ces lignes furent écrites en 1861 par le premier conservateur des Forêts du district de Nord Kanara. L'origine de la situation qu'il décrivait remontait aux toutes premières années du XIX<sup>e</sup> siècle. On ne considérait alors les forêts que dans l'optique de la satisfaction des besoins en bois de l'État, et plus particulièrement de l'approvisionnement en teck pour la construction navale et l'armée. Cependant le mode d'exploitation pratiqué par les propriétaires des forêts et les entrepreneurs forestiers s'était révélé si terriblement destructeur qu'un poste de conservateur des Forêts avait été créé en 1806 pour contrôler l'exploitation forestière pratiquée aux fins de la demande publique, et pour réglementer le commerce privé du bois. Mais le mécontentement croissant des propriétaires et des négociants, ajouté à celui des paysans dont les droits de coupe avaient été réduits, entraîna la suppression de cette fonction en 1823. L'esprit de lucre auquel ce renversement de situation laissait libre cours engendra une exploitation irresponsable des forêts, dont de vastes zones furent irrémédiablement dévastées, en commençant par les plus accessibles, qui dans beaucoup de cas furent totalement rasées <sup>18</sup>. Simultanément, la pratique de l'agriculture itinérante se poursuivait sur les pentes des Ghâts avec parfois des conséquences destructrices, bien qu'elle soit contrôlée de façon de plus en plus restrictive par les autorités.

---

16. VICZIANY, 1986, pp. 627-629, 633-634. Je remercie M. Venkata Raghotham de m'avoir signalé cet article.

17. Cité d'après H. CLEGHORN, *The Forests and Gardens of South India*, Londres, 1861, dans GADGIL & CHANDRAN, 1989, pp. 15-16.

18. STEBBING, 1922, I, pp. 68-72.

Dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, la région pouvait encore s'enorgueillir d'une magnifique couverture forestière. Dans le Nord Kanara, 91% de la surface du district étaient encore couverts de forêts en 1882<sup>19</sup>. Au début des années 1890, les versants des Ghâts du Sud Kanara restaient entièrement boisés, et bien que la forêt dense ne commençât en principe qu'à trente ou quarante kilomètres de la côte, des parcelles de forêt dégradée subsistaient partout dans le district, lequel comprenait encore une surface très importante de friches<sup>20</sup>. Par ailleurs, les bois sacrés (*kan*) (dont il sera plus longuement question ci-après) avaient été assez bien conservés dans les deux districts, comme dans le Coorg. Toutefois, dans les années 1860, les ressources en blackwood étaient déjà presque épuisées, et le teck de première qualité était devenu rare, même dans le Nord Kanara où il poussait en abondance, en raison de l'exploitation inconsidérée des forêts locales<sup>21</sup>.

Le Coorg, occupé par les Anglais en 1834, était encore presque entièrement couvert de forêts, ou (à l'est) de jungles épaisses, vingt ans plus tard<sup>22</sup>. Ce n'est qu'après l'arrivée des planteurs de café européens que l'abattage à grande échelle commença. La première plantation européenne fut créée à Mercara en 1854. Le prix de la terre étant modique et les profits considérables, on assista à une véritable ruée au cours des années qui suivirent. Plus de huit mille hectares de forêt dense disparurent en un peu plus de dix ans. Un commissaire fut nommé en 1868 pour enquêter sur les ravages causés par un insecte térébrant dans les plantations de café. Il rapporta que la destruction de la forêt entraînait déjà une rapide érosion des sols, un assèchement du climat et des perturbations fréquentes de l'hydrographie, ainsi que des déséquilibres imprévus au niveau de la faune, tout ceci expliquant en grande partie la prolifération du parasite en question<sup>23</sup>. Le gâchis écologique causé par les planteurs était particulièrement flagrant dans les plantations situées sur les pentes des Ghâts :

Couvertes à l'origine de forêts vierges sempervirentes, ces régions bénéficiaient de sols incomparables, dont la fertilité était accrue par une pluviosité supérieure à celle du plateau de Mercara ainsi que par le niveau variable de l'humidité atmosphérique. Mais l'abattage intensif du couvert forestier, suivi de brûlis qui détruisaient en grande partie les riches sols superficiels, en transformant l'humus en cendres qui étaient emportées par le vent ou le ruissellement, enfin la pratique erronée de désherbages visant à présenter des surfaces propres, tout cela aggravait l'appauvrissement du sol. Les arbres ainsi exposés, se trouvant privés de ressources nutritives pendant des sécheresses successives, devinrent une proie facile pour l'insecte térébrant en question, et souffrirent par surcroît de parasitoses et de pourritures et autres maladies des feuilles.

---

19. CAMPBELL, 1883, I, p. 21.

20. STURROCK, 1894, p. 15.

21. STEBBING, 1922, I, p. 305.

22. THORNTON, 1854, p. 18.

23. NAI, India, Home (Public) Dept., 6 juin 1868, B, n° 153.

Les plantations abandonnées ont été envahies par le *Lantana*, arbuste introduit en 1863, qui a recouvert les versants d'une broussaille quasiment impénétrable<sup>24</sup>.

Au tournant du siècle, ces maux furent aggravés par une forte dépression de la conjoncture commerciale née de la concurrence du café brésilien. Beaucoup de planteurs furent ruinés et le nombre de plantations abandonnées augmenta. La prolifération du *Lantana* atteignit peu à peu de telles proportions qu'en 1914 le gouvernement dut promulguer un règlement (*Coorg Noxious Weed Regulation*) qui habilitait les autorités à rendre le défrichage des fourrés obligatoire<sup>25</sup>.

Enfin, comme on le sait, une nouvelle menace pesait sur les forêts de l'Inde, et en particulier sur les forêts à teck, avec le développement du réseau ferroviaire, dont la construction commença en 1853. L'édification de ce réseau requérait chaque année environ un million de traverses, lesquelles devaient être changées en moyenne tous les dix ans. La pression exercée de ce fait sur les forêts de l'Inde était à l'évidence considérable, et ce fut là l'une des raisons majeures de la création du Département des forêts (*Forest Department*). L'exacte mesure du tribut payé par les forêts de la région centrale des Ghâts occidentaux au Moloch ferroviaire, et plus précisément au *Southern Maratha Railway*, reste à évaluer<sup>26</sup>.

## LA STRATÉGIE BRITANNIQUE DE GESTION FORESTIÈRE

### *Les principes de gestion*

Telle était la situation quand le D<sup>r</sup> Cleghorn fut nommé conservateur des Forêts de la présidence de Madras en 1856, neuf ans après que le D<sup>r</sup> Gibson eût reçu la même affectation pour la présidence de Bombay. Tous deux rédigeaient des rapports soulignant la gravité de la situation consécutive à des années d'abattage excessif dans les forêts dont ils avaient la charge. Ils préconisaient l'adoption de principes rigoureux de conservation forestière, ainsi qu'une limitation non moins stricte de l'agriculture itinérante. Ils recommandaient avant tout que le gouvernement déclarât propriété publique toutes les forêts dont le caractère de propriété privée n'était pas juridiquement prouvé. Leurs efforts, malheureusement, n'eurent que peu d'effet, parce qu'on pensait généralement dans les

24. RICE, 1908, p. 306.

25. UNITED KINGDOM, 1920, p. 12.

26. On trouvera une synthèse de la littérature relative au développement des chemins de fer en Inde et à leur impact économique dans HURD, 1983. Une étude de cas de l'impact écologique de la construction ferroviaire est esquissée dans TUCKER, 1983, pp. 158-161.

milieux autorisés que le coût d'une telle politique pour le gouvernement serait toujours supérieur aux bénéfices qu'il pouvait en attendre. L'idée d'une politique concertée de gestion des forêts faisait néanmoins son chemin à cette époque. En 1855, le gouverneur général lord Dalhousie avait énoncé officiellement les principes de base d'une politique forestière pour l'Inde. C'est à Dietrich Brandis, un forestier allemand qui avait été nommé *Superintendent of Forests* en Birmanie en 1856, qu'il revint de les mettre énergiquement en application, en dépit de la forte opposition qu'il rencontra au sein même de l'appareil colonial, lorsqu'il fut devenu en 1864 le premier inspecteur général des Forêts de l'Inde <sup>27</sup>.

Comme partout en Inde, l'agriculture sédentaire dans notre région était traditionnellement fondée sur une association étroite entre la culture et l'élevage, et entre le terroir cultivé et la forêt. Contrairement à un cliché largement répandu, les forêts n'étaient pas un espace entièrement vierge et désert, sauf dans les endroits les plus inaccessibles. De bien des façons, elles constituaient plutôt une extension boisée de la surface cultivée, sillonnée de sentiers quotidiennement fréquentés par les paysans qui venaient faire paître le bétail, chasser, collecter du bois, de la litière, de l'engrais vert, et toutes sortes d'autres végétaux qui constituaient un complément non négligeable de leur alimentation ou de leurs sources de revenus. Les usages de la forêt étaient réglés par la coutume, qui appartenait à la tradition orale. Une fois dissipée la croyance illusoire (et de courte durée) selon laquelle la richesse forestière de l'Inde serait inépuisable, les dirigeants britanniques prirent progressivement conscience que ce précieux capital s'évanouissait sous la pression incontrôlée d'une paysannerie en expansion, alors que les besoins de l'État impérial exigeaient un approvisionnement en bois massif et régulier, et que la science de l'époque révélait l'influence de la couverture forestière sur l'équilibre du milieu naturel et notamment sur la pluviométrie <sup>28</sup>. La façon dont les forestiers européens considéraient la gestion des forêts était moderne en ce sens que leur principal objectif était de *discipliner* l'usage de la forêt dans l'intérêt de l'État. Là résidait l'un des multiples aspects de la tendance « disciplinaire » que Foucault, on le sait, a identifié comme une caractéristique de l'État moderne, et qui était si évidente dans le cas de l'État colonial en Inde <sup>29</sup>. De pair avec la conception que se faisaient les forestiers de la gestion rationnelle des forêts allait la volonté d'imposer d'en haut une nouvelle structuration de l'espace en termes de

---

27. RIBBENTROP, 1989, pp. 70-76.

28. Cette nouvelle conscience écologique était issue de la tendance qui s'était développée dans ce sens pendant plus d'un siècle en Europe occidentale, tendance concomitante à la naissance du nouvel État, et qui constituait la base idéologique du développement d'un Département forestier. Au sujet du discours « pré-écologique » au XVIII<sup>e</sup> siècle, consulter CORVOL, 1987a, et CORVOL, 1987b, pp. 67, 76. Sur le conflit entre la sylviculture d'ordre social et l'administration des forêts par l'État dans la France du XIX<sup>e</sup> siècle, consulter KALAORA & SAVOYE, 1986.

29. FOUCAULT, 1977.

catégories légales strictes, et aussi celle de maîtriser le développement et l'exploitation des forêts dans le temps, dans la perspective d'objectifs précis (essentiellement commerciaux ou gouvernementaux). En règle générale, ces objectifs n'avaient guère de points communs avec les intérêts du paysan local, et ils les contredisaient souvent. D'où la longue suite de doléances et de délits forestiers qui constituent l'envers socio-politique de l'histoire de la foresterie moderne en Inde.

### *La législation forestière*

Pendant les premiers temps de la domination britannique dans notre région, le gouvernement considérait que l'État n'avait jamais exercé de droit de propriété, sauf sur les friches qui n'étaient revendiquées par personne (lesquelles incluaient bien entendu de vastes étendues de forêts). Munro fut le premier, dans ses rapports sur le Canara, à exprimer cette idée, qui demeura pendant longtemps le point de vue officiel du Board of Revenue (ministère des Finances) de Madras sur la question <sup>30</sup>. Dans un premier temps, un pourcentage important des forêts de la région fut donc reconnu comme étant le domaine privé des propriétaires terriens locaux (appelés *wargdar*). Cette vision des choses, cependant, changea avec le temps. Comme aucun cadastrage des forêts n'avait jamais pu être effectué en raison du coût d'une telle opération, on ignorait l'étendue exacte du domaine forestier public. Il s'avérait du même coup impossible de faire valoir les droits du gouvernement, alors que les *wargdar* empiétaient sans cesse davantage sur les forêts publiques attenantes à leurs domaines légitimes ou aux bois où ils avaient des droits d'usage reconnus, et qu'ils allaient même jusqu'à vendre des parcelles de forêt sur lesquelles leur droit de propriété était plus que douteux. Il fut décidé en 1844 que les droits des propriétaires sur les friches rattachées à leur domaine se limiteraient à celles qui avaient été autrefois cultivées et ensuite abandonnées. Les surfaces n'ayant jamais été cultivées devenaient propriété d'État, et sur ces terres les *wargdar* ne pouvaient prétendre qu'à des droits d'usage susceptibles d'être révoqués par le gouvernement à son gré. Mais tandis que les droits de propriété forestière étaient ainsi limités, le gouvernement omit d'imposer des règles de conservation rigoureuses applicables aux forêts où les droits d'usage étaient admis. Elles furent dès lors littéralement pillées par les propriétaires et autres ayants-droit à des fins commerciales. On abattait d'innombrables grands arbres pour en récolter le miel, des cultivateurs autorisés à se fournir en bois gratuitement pour fabriquer leurs instruments agricoles se lançaient dans le commerce de ces

---

30. Voir FIRMINGER, 1918, pp. 296-299, 311-312, 331-332; lettre de Munro dans KRISHNASWAMI, 1947, pp. 159-169; et BEAGLEHOLE, 1966, pp. 46-48. Pour la critique moderne des positions de Munro, consulter STEIN, 1989, p. 70.

instruments, etc. <sup>31</sup>. Les choses, toutefois, commencèrent à changer dans le Nord Kanara après son rattachement à Bombay, car le système de cadastrage de la présidence de Bombay fut progressivement étendu au district à partir de 1862. La promulgation en 1878 de l'*Indian Forest Act*, qui fut adopté à Bombay, fournit ensuite un cadre législatif de base pour la mise en place de mesures de conservation forestière. Dans le Sud Kanara et le Coorg, c'est l'adoption du *Madras Forest Act* de 1882 qui permit le renforcement du contrôle de l'État <sup>32</sup>.

L'*Indian Forest Act*, comme on le sait, prévoyait la création de forêts « réservées » et de forêts « protégées ». Les forêts réservées étaient propriété d'État au plein sens de l'expression. Avant qu'une zone boisée ne soit déclarée forêt réservée, elle faisait l'objet d'un relevé topographique, d'un cadastrage, et les droits existants sur cette forêt étaient inventoriés et délimités en conformité avec la loi par un *Forest Settlement Officer*. L'accès à ces forêts était réglementé et personne ne pouvait en utiliser les produits sans un privilège officiel accordé par le gouvernement. Ces forêts (en général d'une grande valeur commerciale) ne pouvaient être exploitées pour la vente que par le *Forest Department*. Les forêts protégées étaient des forêts gouvernementales en instance de cadastrage, qui restaient temporairement ouvertes à l'usage du public sous réserve de certaines restrictions concernant notamment la coupe des bois de valeur (toute espèce d'arbre était susceptible d'être classée comme « réservée »). Toute partie d'une forêt protégée pouvait être interdite d'accès pour des durées allant jusqu'à vingt ans (trente ans après la promulgation de l'amendement de 1918), et certains travaux comme le défrichage, l'extraction minière ou la collecte de n'importe quel produit forestier, pouvaient y être prohibés. « En bref, de nouveaux droits pouvaient être reconnus dans les forêts protégées, mais pas dans les forêts réservées ; et alors que dans une forêt réservée toute activité non autorisée était un délit, dans une forêt protégée tout ce qui n'était pas spécifiquement interdit était permis » <sup>33</sup>. Le gouvernement de Madras déclara que l'*Indian Forest Act* était inapplicable à la présidence de Madras parce que les droits dont les villageois jouissaient sur les friches et les jungles étaient de nature à empêcher la création de réserves d'État exclusives. Le *Madras Forest Act* édicté en 1882 reprenait néanmoins les grandes lignes de l'*Indian Forest Act*, mais la procédure relative à la création des forêts réservées (notamment pour ce qui touche au mode de règlement des contestations) était rendue plus logique et plus simple. L'*Indian Forest Act* de 1878 fut étendue au Coorg en 1887 <sup>34</sup>.

---

31. PEYTON, 1870, pp. 7, 11.

32. Voir en particulier CAMPBELL, 1883, pp. 24-25, 168-177; STURROCK, 1894, pp. 15-21, 125-130.

33. UNITED KINGDOM, 1920, p. 12.

34. Les modalités de cette extension sont détaillées dans *The Coorg Forest Manual*, Bangalore, 1922.

*L'exploitation commerciale de la forêt*

Dès lors, le processus d'enregistrement des droits forestiers (dont le but principal était de déterminer l'étendue des droits de propriété de l'État sur les forêts et les friches), de délimitation des forêts réservées, de cartographie des espaces forestiers, se poursuivit partout en Inde. L'ère des plans d'aménagement (*Working Plans*), conçus pour organiser de façon scientifique l'entretien et l'exploitation des forêts d'État, commença aussi dans les années 1880. Cette tâche et celles qui s'y ajoutaient, comme le développement des voies de communication dans les zones forestières, la prévention des feux de forêt, la sylviculture, etc. alourdirent sensiblement la charge de travail pesant sur le *Forest Department*. Comme on attendait de ce département qu'il fournît chaque année au Trésor un excédent de recettes substantiel, il souffrait en permanence du manque d'effectifs, et n'obtenait jamais du gouvernement une reconnaissance adéquate de ses besoins en moyens <sup>35</sup>. Il manquait sérieusement de forestiers qualifiés, et il était loin de disposer du personnel subalterne requis pour entretenir et protéger correctement les forêts, pour faire respecter les règlements relatifs au pacage du bétail et pour mettre en œuvre les améliorations décidées. Les secteurs forestiers affectés à chaque fonctionnaire étaient le plus souvent bien trop vastes pour qu'une gestion efficace fût possible. Vers 1890, il n'y avait dans le Coorg qu'un seul forestier professionnel pour 150 km<sup>2</sup> de forêts <sup>36</sup>. Depuis le début de ce siècle, en s'appuyant sur l'*Annual Forest Administration Report* (rapport annuel du Service des forêts) de la présidence de Madras, le *Board of Revenue* de Madras adressa au gouvernement de l'Inde presque chaque année des recommandations pressantes à ce sujet, mais sans résultat. En 1917, un des conservateurs des Forêts de la province se plaignait amèrement en ces termes : « Le *Forest Department* de la Présidence de Madras [...] manque tellement de personnel qu'il est tout à fait impossible à ses ingénieurs d'entreprendre un travail de recherche sérieux », « le gouvernement se contente de le laisser se débattre en permanence dans l'inefficacité », et « il semble que le gouvernement ait une raison puissante d'empêcher que l'organisation forestière de ce pays se développe avec son temps » <sup>37</sup>.

Il est donc logique que le *Forest Department* ait consacré l'essentiel de ses efforts à l'exploitation commerciale des forêts, parce que ses moyens étaient limités, et parce que le gouvernement considérait les forêts avant tout comme

---

35. Ce fait semble évident d'après les témoignages des forestiers de Madras devant l'Indian Industrial Commission de 1916-1917, voir INDIA, 1918, III, pp. 242-249, 520-521 ; consulter aussi VOELCKER, 1893, pp. 146-147.

36. VOELCKER, 1893, S 173 ; CAMPBELL, 1883, p. 23.

37. INDIA, 1918, III, pp. 242, 244.

une source de recettes budgétaires<sup>38</sup>. L'objectif principal de la plupart des plans d'aménagement était l'extraction de bois d'œuvre et de bois de feu pour la vente. Les modes d'exploitation et de commercialisation des produits de la forêt qu'on adoptait étaient ceux qui rapportaient le plus. Dans le Nord Kanara, par exemple, les arbres étaient vendus sur pied, ou abattus par des entrepreneurs financés par le *Forest Department*, quand ce n'était pas le Département lui-même qui embauchait directement de la main-d'œuvre et groupait le bois débité dans l'un de ses entrepôts. Ces deux derniers modes d'exploitation étaient les moins coûteux<sup>39</sup>. L'exploitation par le Département était moins dévastatrice que celle des entrepreneurs, mais elle ne pouvait se pratiquer qu'à échelle réduite à cause du manque de personnel. Les techniques d'abattage entraînaient un gaspillage considérable par l'effet combiné du manque de compétence, de l'absence d'équipement adapté et de l'insuffisance du contrôle<sup>40</sup>.

Parmi tous les bois, en particulier les bois durs, qu'exploitait le *Forest Department*, le teck était depuis toujours le plus demandé, parce qu'il avait été utilisé intensivement pour la construction navale, et parce que l'édification du vaste réseau ferroviaire de l'empire des Indes avait suscité pour ce bois un énorme marché depuis les années 1850 (principalement pour la fourniture de traverses). Les plans d'aménagement de la première génération, dans notre région, eurent presque tous pour but principal l'exploitation des forêts à teck. Beaucoup, par la suite, furent composés en vue de développer la plantation du teck au détriment de la forêt naturelle, les réserves de teck « naturel » étant déjà en grande partie épuisées à l'époque de la Première Guerre mondiale. Cette politique de surexploitation sélective que suivait la plantation systématique du teck, mise en œuvre même dans les zones fragiles de forêt sempervirente sur les reliefs, pesa lourdement sur l'équilibre écologique et l'avenir des régions forestières<sup>41</sup>. On plantait du teck partout, et bien en dehors des limites de son habitat naturel, ce qui entraînait un risque important de dégradation des sols<sup>42</sup>. Ces plantations occasionnaient souvent une détérioration des conditions de l'agriculture dans les régions voisines, le teck produisant des effets nocifs sur la fertilité des sols, et ne fournissant pas de bonne litière pour les usages agricoles, alors que les cultivateurs en avaient un besoin vital — deux allégations que le

---

38. Bien entendu, cette priorité n'était pas uniquement acceptée, même dans les milieux officiels. Le *Madras Board of Revenue*, par exemple, dans ses recommandations au gouvernement jointes à l'*Annual Forest Administration Report* pour 1913-1914, insistait sur le fait « qu'il doit être rappelé que l'objectif principal de la préservation des forêts n'est pas d'accumuler des revenus, mais de conserver dans l'intérêt public, pour les générations actuelles et futures, le précieux patrimoine forestier. A cette fin, l'argent doit être dépensé sans compter pour les innovations, les communications, les infrastructures... » (extrait de INDIA, 1918, III, p. 248).

39. INDIA, 1918, IV, pp. 335-336. Pour des détails sur le fonctionnement du système contractuel dans le Nord Kanara pendant les années 1880, consulter CAMPBELL, 1883, pp. 25-29.

40. VIART, 1963, pp. 84-89.

41. GADGIL & CHANDRAN, 1989, pp. 17-28, 154-155.

42. VENNETIER, 1978-1979, pp. 17-18 et chap. 2.

Forest Department réfutait de son mieux <sup>43</sup>, mais qui soulevèrent des vagues de protestation populaire auxquelles le gouvernement dut finalement céder.

Le Forest Department exploitait également pour la vente le bois de feu et le bambou, ainsi qu'un éventail de produits forestiers mineurs comme le poivre ou la cannelle. Les droits d'exploitation de ces produits étaient vendus aux enchères chaque année à des entrepreneurs dont les méthodes de récolte causaient souvent de gros dégâts aux forêts concernées.

## L'IMPACT SUR L'UTILISATION ANTHROPIQUE DE L'ÉCOSYSTÈME

### *L'extinction de l'agriculture itinérante*

On dit souvent que les condamnations modernes de l'agriculture itinérante en tant que menace pour la survie des forêts tropicales sont sans fondement, et que les habitants des forêts indiennes ont servi de boucs émissaires à propos de la destruction du capital forestier de l'Inde alors qu'ils ont exploité ces forêts pendant des millions d'années sans leur causer de préjudice écologique <sup>44</sup>. La polémique n'est pas nouvelle, et le débat était presque aussi passionné à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle qu'il l'est aujourd'hui. Comme l'écrivait B.H. Baden-Powell en 1882, des critiques acerbes du *Forest Department* rendaient les « fonctionnaires forestiers ignorants et indifférents aux besoins des populations » responsables des maux dont les habitants des montagnes dépossédés de leurs droits étaient affligés, avec pour seul effet « d'exciter au sein de l'administration les querelles d'appareils et de personnes au lieu de l'inciter à l'étude sérieuse et objective de la question » <sup>45</sup>. D'un côté, il existait manifestement des cas où l'agriculture itinérante était inoffensive (bien qu'elle modifiât inévitablement la composition de la forêt primitive) et où la végétation détruite était soit sans valeur commerciale, soit matériellement impossible à exploiter. Dans d'autres cas, ce type d'agriculture devait être interdit, par exemple lorsqu'il était pratiqué sur des versants où des cours d'eau prenaient leur source, et quand il comportait des risques importants de désertification, d'érosion des sols, d'assèchement du système hydrographique, etc. <sup>46</sup>.

---

43. Voir DHARESHWAR, 1941, pp. 72-74.

44. Voir par exemple MORRIS, 1986.

45. BADEN-POWELL, 1882, p. 176.

46. En ce qui concerne les méthodes d'agriculture itinérante pratiquées dans les régions du Sud et du Nord Kanara au début du XIX<sup>e</sup> siècle, voire BUCHANAN, 1807, III, pp. 71-72, 147-149. Pour un aperçu général des techniques de l'agriculture itinérante et de leurs conséquences sur les sols et la végétation en Inde du Sud, voir VIART, 1963, pp. 51-55.

Les forestiers de notre région, sauf exception, considéraient que l'agriculture itinérante (ou culture *kumri*, comme on l'appelait localement) était dangereuse et qu'il fallait autant que possible y mettre un terme. En 1846, Gibson, alors conservateur des Forêts intérimaire de la présidence de Bombay, signalait « la destruction rapide des forêts du nord au sud du district [de Kanara] sous l'effet de la culture Cooneri [*kumri*] »<sup>47</sup>. En 1847, la *kumri* fut officiellement prohibée à moins de 9 miles (14,4 km) de la côte et à moins de 3 miles (5 km) des rives des cours d'eau. Elle fut également interdite à toute personne n'appartenant pas aux « tribus de la jungle », la surface de forêt où elle était permise fut réduite, et certaines espèces d'arbres dans ces zones furent déclarées protégées. Mais ces interdictions ne furent pas appliquées avec une grande rigueur. Par la suite, la politique du gouvernement fut de faire abandonner la *kumri* de façon graduelle (puisqu'on ne pouvait pas l'arrêter d'un coup sans conséquences fâcheuses pour les populations concernées). De ce fait, elle était déjà sur le déclin dans le dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle. Dans le Nord Kanara par exemple, le collecteur l'interdit d'abord dans les endroits d'où le bois pouvait être acheminé facilement pour la vente et là où poussaient les catégories de bois protégées. En 1860, elle fut totalement interdite sur les exploitations agricoles, de même que dans les forêts abritant des bois à valeur commerciale, et enfin sur les abords de cours d'eau susceptibles de porter des plantations de valeur. Elle ne fut plus autorisée alors qu'aux habitants de la montagne qui ne disposaient d'aucune autre source de revenus. Le nombre d'agriculteurs itinérants passa de 3 269 (cultivant 3 114 hectares) en 1864-1865 à 1 288 (cultivant 338 hectares) en 1878-1879<sup>48</sup>. Dans le Sud Kanara, la *kumri* fut pareillement interdite en 1860 sur les propriétés des *wargdar*, de même que dans les forêts gouvernementales, sauf autorisation préalable. Il était stipulé que ces autorisations ne seraient accordées que dans le cas où la *kumri* ne pouvait être interdite sans causer l'appauvrissement des tribus forestières, et en aucun cas dans les forêts susceptibles d'être exploitées commercialement. Dès lors, elle ne fut plus pratiquée que par endroits dans les taluks de Coondapur, Uppinangadi et Kasaragod<sup>49</sup>. La même politique fut suivie dans le Coorg et l'on attribua des récompenses aux Kurumba, les agriculteurs itinérants locaux, lorsqu'ils désherbaient des parcelles ayant servi à la *kumri* pour y faire pousser du teck<sup>50</sup> (le teck poussait en effet souvent sur les parcelles de forêt sempervirente

---

47. Cité dans BAYLY, 1988, p. 139.

48. IOL, Madras Board of Revenue Proceedings, 16 avril 1859; NAI, India, Revenue and Agriculture Dept. (Forest Branch), janvier 1880, n° 122-126, part. B; CAMPBELL, 1883, I, p. 89 et II, p. 14.

49. STURROCK, 1984, pp. 123-124, 208-210. On recensait 69 652 ha de *kumri* dans le taluk de Kasaragod en 1905 (MADRAS, 1905, p. 27).

50. RICE, 1908, p. 309.

abandonnées après l'écobuage) <sup>51</sup>. Cette forme d'agriculture avait quasiment disparu à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, et fut définitivement abolie en 1920.

Sans parler du fait que l'agriculture itinérante était loin d'être toujours dangereuse, on peut contester les principes de la politique qui lui fut appliquée sur au moins deux points. D'une part, les Anglais eux-mêmes pratiquèrent une variante d'agriculture itinérante lorsqu'ils rasèrent dans le Coorg de vastes surfaces de forêt sempervirente pour y établir des plantations de café qui furent plus tard abandonnées, avec des conséquences écologiques désastreuses. On pourrait en dire autant des omniprésentes plantations de teck, qui présentaient elles aussi des inconvénients écologiques sérieux. D'autre part, il est difficile de ne pas remarquer que la sédentarisation des cultivateurs itinérants présentait le net avantage de libérer de la main-d'œuvre dans les régions forestières. Le *Forest Department* était handicapé par le manque chronique de main-d'œuvre, qui constituait un obstacle sérieux au développement de la production forestière. Dans le Nord Kanara en particulier, comme le soulignait un *Divisional Forest Officer* devant l'*Indian Industrial Commission* (commission départementale sur le développement industriel de l'Inde), en 1917, « la main-d'œuvre [était] à peine suffisante pour exploiter toute la pousse annuelle de bois et autres produits forestiers pour lesquels il existait déjà un marché » <sup>52</sup>. La seule main-d'œuvre disposée à travailler en forêt, c'était les gens de la montagne. De surcroît, ils étaient irremplaçables comme guides, rabatteurs et traqueurs pour la chasse au fauve, et ils constituaient une réserve de bras bienvenue pour le transport, les travaux de voirie et l'agriculture dans une région où, en règle générale, on en manquait » <sup>53</sup>. Dans les années 1880, la plupart des Arer du Nord Kanara, auparavant agriculteurs itinérants, étaient employés à ces différentes activités <sup>54</sup>. Lorsqu'on limita la *kumri*, les Kudubi du taluk de Coondapur (Sud Kanara), dont on disait qu'ils avaient migré du pays marathe au XVII<sup>e</sup> siècle, et qui étaient depuis lors agriculteurs itinérants <sup>55</sup>, furent obligés de se convertir à la culture du riz pour le compte des propriétaires locaux. Une minorité d'entre eux pratiquait encore l'agriculture itinérante dans les zones autorisées, mais ils devaient en retour fournir leur main-d'œuvre (rémunérée) au *Forest Department* chaque fois que celui-ci en avait besoin. Ils étaient employés à couper les épiphytes, aux travaux de protection contre le feu, et à la fabrication du cachou. Selon un *District Forest Officer* qui témoignait devant l'*Indian Industrial*

---

51. VENNETIER, 1978-1979, pp. 27-28.

52. INDIA, 1918, IV, p. 336.

53. En 1870, le Deputy Conservator responsable des forêts du Canara relatait d'ailleurs les difficultés que rencontrait le Forest Department à trouver de la main-d'œuvre : « Cette difficulté semble augmenter tous les ans dans le Canara à cause des importants travaux en cours, et quand bien même le problème est résolu, il faut payer cent roupies un travail qui n'en coûtait que cinquante quelques années plus tôt » (PEYTON, 1870, p. 17).

54. CAMPBELL, 1883, II, p. 3.

55. STURROCK, 1894, p. 178.

*Commission*, les Kudibu excellaient dans l'art d'extraire le catechu, « mais il est très difficile de les inciter à travailler. Ils forment une classe sans ambition, extrêmement léthargique et ignorante. Ils ne veulent pas d'argent, mais cèdent généralement sous la pression de l'autorité »<sup>56</sup>. On ne saurait dire plus clairement que si la protection de la forêt constituait la raison principale de la répression de l'agriculture itinérante, il y avait aussi d'autres motivations économiques à l'œuvre, comme la nécessité pour le *Forest Department* de disposer d'une main-d'œuvre bon marché pour le travail en forêt, à quoi les cultivateurs de la montagne n'avaient aucun moyen de s'opposer, si ce n'est par la résistance passive (dont cette « difficulté à les inciter à travailler », cette « léthargie » étaient à n'en pas douter des manifestations). On exerçait des pressions similaires sur les Betta Kuruba et sur les Jenu Kuruba, ainsi que sur les Yerava du Coorg :

Les Kuruba des classes Betta et Jen ainsi que les Yerrawa, qui constituent la main-d'œuvre forestière de la région et qui vivent dans la forêt, se sont vu interdire totalement la culture *kumri* et ont été obligés de se mettre à cultiver les dépressions marécageuses qu'on mettait à leur disposition à des tarifs avantageux (gratuitement pour commencer, puis contre paiement de la taxe foncière au bout de sept ans), assortis d'avances pour l'achat du bétail de labour. Ces zones font partie des forêts réservées et ces gens travaillent pour le Département. Ils sont encore fortement attirés par leur mode d'agriculture traditionnel et tiennent particulièrement à se faire attribuer des parcelles pour la *kumri*, où ils font venir des légumes et des céréales autres que le riz. Il semble qu'ils soient prêts à accepter pratiquement n'importe quelle condition en contrepartie de ce privilège<sup>57</sup>.

### *La rupture du lien agriculture-forêt*

L'agriculture traditionnelle, comme on sait, dépend de la forêt pour de multiples raisons. La forêt est source de bois d'œuvre pour l'habitat et les instruments agricoles, et de bois de feu pour la cuisine domestique. Le cultivateur y récolte feuilles et brindilles comme engrais vert, litière et fourrage pour ses bêtes. Celles-ci trouvent en forêt des espaces de parcours. La forêt fournit enfin un large éventail de produits secondaires : fruits et fleurs pour l'alimentation, les usages médicaux ou la fabrication de teintures, écorces utilisées pour le tannage ou pour leurs fibres, chaume pour couvrir les huttes, épineux, buissons et piquets pour les clôtures, canne, roseaux, miel sauvage, cire, gommes et résines, terre, argile et pierres, etc. Dans les plans d'aménagement comme dans la correspondance des forestiers, le paysan apparaît souvent, implicitement si ce n'est ouvertement, comme une nuisance, un obstacle à la saine gestion du

---

56. INDIA, 1918, III, p. 366. Sur le sort des Kudubis, voir aussi KRISHNASWAMI AYYAR & HALL, 1938, p. 302.

57. HILL, 1890, p. 14.

capital forestier<sup>58</sup>. Pourtant le mode paysan d'utilisation des ressources forestières n'était pas nécessairement gaspilleur ou destructeur, puisque ces ressources constituaient un complément vital à l'agriculture et devaient être préservées. L'observation précise des pratiques des paysans montrait souvent qu'ils se conformaient en fait avec soin aux règles d'utilisation optimale de la forêt<sup>59</sup>.

Les auteurs des *Forest Acts* et le *Forest Department* étaient bien évidemment conscients de l'importance de la forêt pour les agriculteurs. Le texte du *Forest Act* de 1878 commençait même avec une liste relativement détaillée des types multiples de produits forestiers qu'utilisaient habituellement les populations locales<sup>60</sup>. La loi prévoyait la création de forêts villageoises sur le modèle des « forêts communales » de France ou d'Allemagne, où les droits des communautés villageoises seraient sauvegardés tout comme l'étaient ceux dont l'État jouissait sur les forêts réservées et protégées. Les espaces forestiers concernés correspondaient aux forêts dont les villages avaient traditionnellement la propriété ou la jouissance. Ces forêts devaient d'abord être classées comme forêts réservées, puis soumises aux opérations habituelles de cadastrage et d'enregistrement des droits, avant d'être rendues aux villages sous certaines conditions d'usage et de gestion<sup>61</sup>. Cette lourde procédure s'avéra difficile à appliquer, principalement à cause de la réticence des propriétaires à voir leurs forêts passer sous la gestion des forestiers. En conséquence, cette disposition de la loi ne fut jamais appliquée<sup>62</sup>. Le *Madras Forest Act* ne contenait aucune clause de ce type, car le comité (dirigé par Brandis) chargé de rédiger le projet de loi était d'avis qu'il n'existait pas de forêts communales dans la Présidence<sup>63</sup>. Dans le Nord Kanara, on pourvut aux besoins des villageois en produits forestiers en délimitant à l'intérieur des forêts réservées des zones spéciales qui furent officiellement désignées (à partir de 1897) « forêts mineures » (*Minor Forests*). Quant à la catégorie « forêt protégée », elle se limita finalement à deux catégories de forêts qui étaient à proprement parler réservées à l'agriculture — à savoir les *kumri* (ou du moins ce qu'il en restait) et les *betta*, parcelles de forêt de montagne laissées aux propriétaires de jardins d'arc, qui avaient des besoins spécifiques d'engrais vert<sup>64</sup>. Quant aux bois

---

58. BUCHY, 1990, *passim*.

59. Voir par exemple VOELCKER, 1893, S 169. Les mêmes observations ont été faites dans CORVOL, 1987b, notamment pp. 67-68, à propos de la France de l'Ancien Régime.

60. *The Indian Forest Act*, 1978, chap. I, sec. 2.

61. *The Indian Forest Act*, 1978, chap. III, sec. 27.

62. BADEN-POWELL, 1882, chap. 7.

63. STEBBINS, 1922-1926, III, p. 20.

64. Dans le district du Nord Kanara entre 1881 et 1911, la superficie des forêts réservées passa de 1 207 km<sup>2</sup> à 8 068 km<sup>2</sup>, tandis que parallèlement celle des forêts protégées chutait de 7 894 km<sup>2</sup> à 344 km<sup>2</sup> (ENTHOVEN, 1904, p. 12; HARDY, 1913). En ce qui concerne l'élagage, par les exploitants d'arcs, d'arbres destinés à l'engrais vert, consulter le rapport envoyé par

sacrés appelés *kan*, qui étaient des parcelles de forêt sempervirente épargnées par les populations locales pour des raisons religieuses, ils restèrent strictement réservés <sup>65</sup>. Dans le Sud Kanara, les forêts laissées à l'usage des villageois étaient les « forêts non réservées », qui dépendaient du *Revenue Department* (seules les forêts réservées, qui recouvraient 1 277 km<sup>2</sup> en 1915 <sup>66</sup>, étant gérées par le *Forest Department*). Dans ces « forêts non réservées », tout comme dans les « forêts mineures » du Nord Kanara, les villageois bénéficiaient de privilèges relatifs au pacage du bétail et à la coupe du bois, à l'exclusion de quelques espèces définies, pour la cuisine, la construction, et autres besoins agricoles ou domestiques. L'abattage commercial était interdit aux particuliers sans autorisation <sup>67</sup>. Dans le Coorg, ce sont les *urudve* (forêts allouées aux villages et gérées par le Revenue Department) qui permirent de répondre aux besoins des populations vivant au voisinage des forêts réservées, particulièrement dans le nord du district. Plus au sud, les villages étant peu nombreux, on onctroyait généralement aux cultivateurs des parcelles de forêt et de friches avec la terre qu'ils entreprenaient de mettre en culture, et la population locale rencontrait de ce fait peu de difficultés sous ce rapport <sup>68</sup>.

La population n'ayant plus accès qu'à des surfaces réduites de forêt « mineure » ou « non réservée » généralement dégradée, ces surfaces se trouvèrent par nécessité très vite surexploitées. Non seulement elles étaient soumises à la pression d'une population toujours plus nombreuse, mais leur gestion était entre les mains de l'État, ce qui éliminait tout sentiment de responsabilité collective susceptible d'empêcher cette surexploitation. Les forestiers avaient beau jeu ensuite de condamner avec véhémence le « gaspillage » et l'usage « irresponsable » des forêts dont les villageois se rendaient coupables. Dans le Nord Kanara par exemple, un *Range Forest Officer* déplorait en 1941 « l'aggravation des dommages causés à une forêt mineure déjà bien dégradée par les coupes sombres opérées par les bénéficiaires de droits d'accès, par le surpâturage, par les feux continuels, le tout entraînant une forte érosion des sols pendant la mousson ». Le même fonctionnaire avait relevé antérieurement que les zones de fourrés de son district étaient ce qui restait de belles forêts antérieurement classées comme forêts « mineures », et dont l'état de dégradation « était manifestement dû aux villageois qui abusent de leurs privilèges, parce que ces forêts sont quasiment leur seule source de produits forestiers pour les besoins de l'agriculture » <sup>69</sup>. Le *District Forest Officer* de Mangalore Nord

---

l'Assistant Collector du Canara à son supérieur le 7 mai 1864 dans IOL, Bombay Revenue Dept. (Forests), décembre 1864, A, Prog. n° 70.

65. BOMBAY, 1923, pp. 1-5.

66. MADRAS, 1915, p. 16.

67. STURROCK, 1894, p. 18; PILLAI, 1938, pp. 272-273.

68. COORG, 1876-1877, p. 2.

69. DHARESHWAR, 1939, p. 411; DHARESHWAR, 1941, p. 72.

(Sud Kanara) écrivait de même en 1938 : « Les gens ne manifestent aucun intérêt pour la protection de ces forêts non réservées qui pourtant sont prévues pour leur usage [...] ils les détruisent de façon systématique »<sup>70</sup>. Ce genre de remarque était tout aussi courant dans les rapports des forestiers de l'époque qu'il l'est aujourd'hui. Il est incontestable que l'augmentation constante de la demande paysanne de ressources forestières (bois de feu, pacages pour le bétail, produits forestiers divers) perturbait le rapport traditionnellement équilibré entre agriculture et forêt et tendait à compromettre un peu partout le processus de régénération des forêts. Mais cette évidence ne servit qu'à justifier de nouvelles réductions des zones à privilèges, et c'est seulement lorsque le mécontentement populaire prit des proportions alarmantes que le gouvernement fit marche arrière et concéda des extensions de ces zones à privilèges<sup>71</sup>.

L'idée d'impliquer les villageois eux-mêmes, dans le cadre de conseils forestiers de villages, dans la gestion des forêts qui leur étaient ouvertes, idée souvent préconisée aujourd'hui encore comme une solution possible au problème, était déjà débattue au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, et fut même expérimentée dans les Provinces centrales et dans d'autres parties de l'Inde (y compris certains districts de la présidence de Madras), mais elle ne semblait applicable que dans des régions où existaient de fortes traditions de solidarité villageoise<sup>72</sup>. Quelques conseils forestiers de villages furent créés dans le Nord Kanara en application d'un article de l'*Indian Forest Act* de 1924. Mais l'idée demeura un vœu pieux dans la plus grande partie de notre région<sup>73</sup>. Se référant aux expériences passées, beaucoup de forestiers contestent aujourd'hui encore le bien-fondé d'une telle conception<sup>74</sup>.

Lorsqu'une population rurale en augmentation, dont le revenu moyen permet tout juste de subsister, n'a plus pour satisfaire ses besoins de base en biomasse qu'une surface réduite en forêt, l'État s'appropriant le reste des ressources forestières à des fins commerciales, le résultat est aisé à prévoir, surtout si aucun effort sérieux n'est fait pour améliorer la productivité de la zone laissée à l'usage de cette population<sup>75</sup>. D'une part la base naturelle de production de biomasse est dévastée. D'autre part la population vit de plus en plus difficilement. L'emploi dans les activités basées sur la forêt diminue<sup>76</sup>. La collecte de biomasse pour la consommation quotidienne devient de plus en plus difficile, en particulier pour les femmes qui font habituellement le plus gros du

---

70. PILLAI, 1938, p. 276.

71. GADGIL & CHANDRAN, 1988, p. 50.

72. Voir par exemple VOELCKER, 1983, pp. 162, 166.

73. DHARESHWAR, 1939, p. 413; DHARESHWAR, 1941, p. 76.

74. SHYAMSUNDER & PARAMESHWARAPPA, 1987, p. 336.

75. Pour une évaluation synthétique de l'impact socio-économique de cette politique au XIX<sup>e</sup> et au XX<sup>e</sup> siècles sur deux districts limitrophes appartenant au Karnataka, à savoir l'Uttara Kannada (autrefois Nord Kanara) et le Shimoga, consulter NADKARNI, 1989, chap. 3 et 4.

76. NADKARNI & SAMUEL, 1984.

travail. Et la rupture du lien qui unit l'agriculture et la forêt donne naissance à une interminable chronique de petits conflits et délits exprimant l'hostilité des paysans à la réglementation forestière et aux employés locaux du *Forest Department*, qui dégénère parfois en violents accès de colère collective entraînant des conséquences politiques.

*Existerait-il une régulation sociale de l'usage de la biomasse dans l'Inde pré-moderne ?*

Avant d'aborder la question de la résistance populaire, il importe d'examiner une intéressante hypothèse relative à la relation entre l'homme et les écosystèmes forestiers dans l'Inde pré-coloniale <sup>77</sup>. L'hypothèse, telle qu'elle est exposée par son plus éminent défenseur, est la suivante :

La société indienne se compose d'un grand nombre de castes endogames dont chacune occupe un espace géographique défini et exerce une profession héréditaire. Cette profession héréditaire est tellement spécialisée que les différentes castes qui dépendent directement des ressources naturelles utilisent les ressources spécifiques à leur profession sans guère déborder sur celles qu'emploient des autres castes de la même région. Chaque ressource particulière d'une région donnée n'était donc utilisée d'une génération à l'autre que par un petit groupe social homogène qui attendait de cette ressource qu'elle fasse vivre de même ses générations futures. De telles conditions étaient particulièrement favorables à l'éclosion des traits culturels assurant une utilisation optimale des ressources naturelles dans le long terme <sup>78</sup>.

Cette hypothèse n'implique pas nécessairement une interprétation globale du système de castes selon le schéma fonctionnaliste et substantialiste qu'avait produit la conceptualisation victorienne de la société indienne <sup>79</sup>. Elle ne remet pas non plus en question le fait généralement admis que le milieu naturel n'explique qu'en partie la morphologie sociale (de ce point de vue, la critique de l'« écologie culturelle » représentée par J.H. Stewart et son école par des anthropologues comme Marshall Sahlins vaut parfaitement pour la société de castes de l'Inde) <sup>80</sup>. Cette hypothèse met seulement en lumière et tente d'expliquer le fait majeur suivant : bien que la déforestation du sous-continent indien soit un processus millénaire que l'existence du système des castes n'a nullement empêché, le fait est que l'utilisation anthropique de la biomasse était probablement optimale dans beaucoup de régions forestières de l'Inde jusqu'à l'instauration du système moderne (essentiellement colonial) d'exploitation commerciale des forêts, et ceci avait nécessairement quelque chose à voir non seulement

---

77. Voir particulièrement GADGIL & MALHOTRA, 1983, GADGIL, 1985, et GADGIL & IYER, 1989.

78. GADGIL, 1985, p. 135.

79. Voir PANT, 1987 et les articles désormais classiques de Bernard Cohn auxquels elle se réfère, récemment réimprimés dans COHN, 1987, chap. 7 et 10.

80. STEWART, 1976; SAHLINS, 1980.

avec la faiblesse probable de la pression démographique sur l'environnement, mais aussi avec les valeurs sociales et la vision du monde des populations en cause. De toute évidence, la relation d'un groupe social à son environnement naturel ne se limite pas à des stratégies empiriques de survie visant à trouver un équilibre entre les ressources et les besoins de biomasse. Cette relation, pour être bien comprise, doit être considérée (selon l'expression de Mauss) comme un « fait social total », dont les dimensions symbolique et idéologique ne sont pas les moins décisives. L'hypothèse en question a le mérite de soulever des questions importantes sur un aspect insuffisamment exploré de la sociologie de l'Inde, à savoir le rapport entre l'organisation sociale et son environnement naturel, et plus généralement entre nature et culture dans le contexte indien. Elle appelle des comparaisons avec d'autres sociétés au sujet desquelles ce type d'étude a déjà été effectué, en particulier avec les sociétés indigènes américaines qui ont suscité un énorme travail anthropologique dans cette perspective <sup>81</sup>. En ce qui concerne l'Inde, on dispose déjà d'un intéressant exemple du type d'enquête intensive possible. Il s'agit d'une étude de terrain portant sur neuf castes du taluk de Sirsi dans le district de l'Uttara Kannada (anciennement Nord Kanara), qui a été publiée en 1983 <sup>82</sup>.

Une voie d'accès particulièrement féconde à la socio-écologie historique de notre région est l'étude de l'histoire, du rôle biologique et de la signification socio-religieuse des bois sacrés. Forêts, bois et arbres sacrés ont existé dans la plupart des cultures depuis les temps les plus reculés de l'histoire, et l'Asie du Sud ne fait pas exception à la règle <sup>83</sup>. Mais l'étude scientifique des bois sacrés de l'Inde du point de vue socio-religieux comme du point de vue biologique ne fait que commencer <sup>84</sup>. Leur préservation jusqu'à l'Indépendance est l'un des rares résultats indiscutablement bénéfiques de la gestion britannique des forêts des Ghâts occidentaux <sup>85</sup>. Dans le Nord Kanara, la préservation des *kan* ne fit l'objet d'une réglementation rigoureuse qu'à partir de 1923, mais dans le Coorg les *devarakadu* furent recensés, enregistrés et leurs limites fixées dès 1873, cependant que la culture du café, qui avait commencé dans certains d'entre eux, y était désormais interdite <sup>86</sup>. Les bois sacrés sont l'un de ces objets d'étude multi-dimensionnels qui peuvent aider à saisir dans sa complexité l'entrelacement de facteurs matériels et symboliques que constitue le rapport entre une

---

81. Voir aussi, par exemple, CORVOL, 1985, sur l'histoire du rapport homme-forêt dans la France pré-moderne et moderne.

82. GADGIL & MALHOTRA, 1983.

83. SHIVA, 1988, p. 57.

84. Des études anthropologiques récentes sur les bois sacrés et les déités des forêts figurent par exemple dans CARRIN-BOUEZ, 1986, pp. 46-47; LECOMTE-TILOUINE, 1987; KUCHELMEISTER, 1989. Dans le domaine de l'écologie scientifique, voir GADGIL & VARTAK, 1976; VARTAK & GADGIL, 1981; CHANDRAN & GADGIL, 1989; BOURGEON & PASCAL, 1986; PASCAL, RAMESH & BOURGEON, 1988, tous ces écrits concernant les Ghats occidentaux.

85. GADGIL & CHANDRAN, 1989, pp. 57-58, 159.

86. COORG, 1873-1874, pp. 3-4.

société donnée et son environnement naturel. Ils représentent actuellement l'un des sujets de recherche les plus prometteurs dans le domaine de l'histoire écologique des Ghâts occidentaux.

#### LA RÉSISTANCE POPULAIRE À LA POLITIQUE FORESTIÈRE BRITANNIQUE

La prise en main de la gestion des forêts par l'État moderne a suscité partout dans le monde des phénomènes prolongés de résistance paysanne. Dans la France d'Ancien Régime, les restrictions imposées par l'État concernant l'usage des ressources naturelles, et en particulier forestières, représentèrent pour les populations locales un facteur quotidien de frustration et de ressentiment, et une incitation permanente au vol, aux délits de pacage, à toutes les formes de trafic et de marché noir, et inévitablement à la violence individuelle et collective, étalée parfois sur des années, ceci à partir de la promulgation en 1669 du code forestier de Colbert, qui fit passer une partie des forêts françaises sous le monopole de l'État pour répondre aux besoins de la Marine royale, jusqu'à la création des forêts « communales »<sup>87</sup>. La politique forestière britannique suscita le même type de réactions dans les régions forestières de l'Empire des Indes. Qu'elles aient pris la forme de ce que James Scott a appelé « *everyday forms of peasant resistance* », ou celle de la rébellion ouverte, ces réactions ont commencé, ces dernières années, à attirer l'attention des historiens de l'Inde moderne<sup>88</sup>.

Dans la région centrale des Ghâts occidentaux, les manifestations de résistance populaire au *Forest Department* faisaient partie de la vie quotidienne. Elles représentaient l'aboutissement direct d'une politique qui avait pour effet de couper la population rurale de forêts qu'elle avait jusqu'alors considérées comme son bien. Les cas d'effraction ou de collecte illégale de produits forestiers, les délits de pacage, les feux de forêt (tantôt accidentels, tantôt allumés volontairement pour améliorer la pousse herbagère ou chasser les animaux sauvages), la pratique illégale de la *kumri* devinrent choses fréquentes à partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, et les archives des départements des Forêts et du *Revenue* de Bombay et de Madras recèlent d'abondantes archives relatives à cette délinquance. Comme toujours lorsque l'État moderne étend son contrôle sur le fonctionnement de la vie agraire, les paysans ont directement affaire à ses représentants les plus subalternes, qu'ils craignent et méprisent à la fois parce

---

87. Sur ces différents aspects de la résistance paysanne et sur la répression par l'État sous l'Ancien Régime de France, consulter par exemple CORVOL, 1984, pp. 267-427.

88. Voir SARKAR, 1980; BAKER, 1984 (sur le Madhya Pradesh); BHATTACHARYA, 1986 (sur le Punjab), GUHA, 1989 (sur le Garhwal et Kumaun).

qu'ils incarnent l'ordre nouveau et parce qu'ils tirent souvent de leur situation des profits indus. Dans notre région, un des chefs de doléance des paysans était qu'ils s'estimaient victimes des méthodes tyranniques et malhonnêtes des gardes forestiers (sous-payés), qui pratiquaient le chantage et leur imputaient des infractions fabriquées de toute pièce pour leur extorquer de l'argent. Le gouvernement, dans ce domaine, avait généralement pour ligne de conduite de faire appliquer la législation forestière de façon stricte mais non pas aveugle, et d'ordonner des enquêtes lorsque les plaintes des paysans paraissaient justifiées. Le *Forest Department*, en fait, se plaignait de ce que le gouvernement prêtait plus attention aux doléances paysannes qu'aux nécessités de la conservation des forêts. Un conservateur des Forêts de Madras témoignait ainsi en 1918 devant l'*Indian Industrial Commission* :

il importe que le gouvernement manifeste plus de sympathie pour les pratiques et les objectifs réels de la gestion forestière de ce pays, et compatisse un peu moins avec les susceptibilités ignorantes de la population paysanne. La conservation forestière ne peut nulle part espérer jouir de la faveur populaire, et encore moins qu'ailleurs dans un pays comme l'Inde où l'instruction du peuple est si arriérée. L'attitude fallacieuse qui consiste à présenter le fonctionnaire du *Revenue Department* comme le sauveur et le protecteur du paysan face à l'oppression du forestier doit disparaître, et il faut exiger que ces deux fonctionnaires travaillent ensemble dans un esprit d'harmonie.

A propos de la politique de conservation forestière, il ajoutait : « Pratiquement, la situation est celle du docteur qui donne un médicament à un enfant. Le plus souvent, l'enfant n'aime pas le médicament. Il en va de même pour le paysan ignorant »<sup>89</sup>. Le vrai problème, évidemment, c'est que si le traitement était peut-être bon pour l'enfant, le docteur faisait partie du système qui avait provoqué la maladie. Les doléances des paysans, si menues et modestes qu'elles fussent à leur échelle, mettaient en fait en cause la situation coloniale dans son ensemble.

La dimension politique de ces griefs devint évidente lorsque l'intelligentsia nationaliste locale commença à les prendre à son compte, principalement (pour des raisons qui restent à élucider) dans le district du Nord Kanara à partir des années 1880. Quelques conventions furent organisées dans le Nord Kanara sur le thème de ces revendications forestières. La première eut lieu à Sirsi en 1886, et la seconde en 1887 (on y décida d'envoyer un délégué à la session du Congrès national indien qui devait se tenir à Madras quelque temps plus tard)<sup>90</sup>. Des périodiques vernaculaires comme le *Kaanada Vritta* et le *Kaanada Dhureena*, édités à Kumta à partir de 1916 et 1918 respectivement, se faisaient l'écho des doléances paysannes. Le *Bombay Chronicle* faisait de même à

89. INDIA, 1918, III, pp. 245, 250.

90. KAMATH, 1985, p. 165.

l'occasion. Le Congrès voulait gagner la confiance de la population locale, car beaucoup de gens pensaient dans cette phase initiale qu'il s'agissait là d'un mouvement qui visait au rétablissement de l'autorité du Peshwa ou des brahmanes <sup>91</sup>. Ganapat Rao Masur, de Kumta, en association avec la section locale du Congrès (*Kanara District Congress Committee*), publia une série de brochures relatives aux revendications paysannes, parmi lesquelles les questions forestières tenaient une place importante. Des campagnes furent menées en faveur de réformes telles que l'extension de la superficie des *Minor Forests* (et de la réduction corrélative des *Reserved Forests*), campagnes qui rencontrèrent souvent un certain succès <sup>92</sup>. Des *satyagraha* forestiers <sup>93</sup> furent organisés dans le cadre des grandes campagnes nationales de non-coopération (1920-1922) et de désobéissance civile (1930-1933) orchestrées par le Congrès sous la direction de Gandhi. Le *satyagraha* qui fut lancé le 4 août 1930, à l'occasion du mouvement de désobéissance civile, dans les taluks de Sirsi et de Siddapur du Nord Kanara, commença ainsi :

Les femmes firent des adieux touchants à leurs hommes en les ceignant de guirlandes et en les honorant du rite de l'*arti*, tout en les exhortant à agir sans faiblesse au service du pays. A mesure que le cortège des manifestants avançait, les habitants des villages traversés s'y joignirent par centaines. Lorsqu'il atteignit la forêt, il s'était transformé en multitude, et stupéfia les autorités venues réprimer le *satyagraha*. Des arbres à santal furent abattus, le bois fut chargé dans des charrettes, et chacun portait des branches, si bien que le cortège au retour avait l'aspect d'une forêt en marche <sup>94</sup>.

De telles actions symboliques avaient un impact psychologique profond sur les paysans. Elles étaient mises en scène par les minorités agissantes des élites locales, qui comprenaient des paysans riches et des marchands ruraux. Toutes les couches de la population étaient affectées par la politique de gestion forestière du gouvernement britannique, quoique de manière différente et à des degrés variés. L'élite locale se montra capable de mobiliser la totalité de la population rurale sur ces griefs communs, alors que dans d'autres régions de l'Inde c'étaient les basses castes et les tribaux qui jouaient le premier rôle dans les troubles de ce type <sup>95</sup>. Cette élite opérait dans le cadre de l'organisation locale du Congrès. Nombre de questions importantes sont maintenant à explorer : les processus (matériels, idéologiques, symboliques) par lesquels la mobilisation

---

91. KAMATH, 1982, pp. 14-15.

92. PILLAI, 1938 ; DHARESHWAR, 1939, p. 414 ; DHARESHWAR, 1941, pp. 71, 74.

93. Un *satyagraha* (expression sanskrite signifiant littéralement « étreinte de la vérité ») est une action individuelle ou collective de résistance passive, donc non violente, d'inspiration gandhienne.

94. RAO & HALAPPA, II, p. 83. Le rite de l'*arti* consiste à déplacer circulairement une lampe à huile allumée devant la divinité qu'on honore. Le santal étant un arbre protégé par les réglementations forestières, l'acte de le couper en public constituait un geste de défi collectif à l'encontre du gouvernement colonial.

95. NADKARNI, 1989, pp. 56-59.

des couches inférieures de la population rurale s'est effectuée, les formes et l'intensité de leur participation réelle à l'agitation, et le bilan du bénéfice qu'elles en ont retiré.

Jacques POUCHEPADASS

### BIBLIOGRAPHIE

- BADEN-POWELL (B.H.)  
1882 *A Manual of Jurisprudence for Forest Officers*, Calcutta.
- BAKER (D.E.U.)  
1984 « A "Serious Time" : Forest Satyagraha in Madhya Pradesh, 1930 », *Indian Economic and Social History Review*, 21 (1).
- BAYLY (C.A.)  
1988 *Indian Society and the Making of the British Empire*, Cambridge (*The New Cambridge History of India*, II, 1).
- BEAGLEHOLE (T.H.)  
1966 *Thomas Munro and the Development of Administrative Policy in Madras, 1792-1818*, Cambridge.
- BHATTACHARYA (N.)  
1986 « Colonial State and Agrarian Society », in S. BHATTACHARYA & R. THAPAR (eds.), *Situating History for Sarvepalli Gopal*, Delhi.
- BOMBAY (Government of)  
1923 *A History of Settlement Work in Kanara : General Summary of Forest Settlement Work in Kanara*, Poona.
- BOURGEON (G.) & PASCAL (J.-P.)  
1986 « Influence des héritages morpho-pédologiques dans la répartition des formations forestières : région de Sorab-Siddapur (Inde du Sud), *Revue Bois et Forêts des Tropiques*, 214.
- BUCHANAN (F.)  
1807 *A Journey from Madras through the Countries of Mysore, Canara and Malabar*, London, 3 vols.
- BUCHY (M.)  
1990 « Colonial Forest Exploitation in the Western Ghats of India (North Kanara District) », *Pondy Papers in Social Sciences*, n° 7, Pondicherry (forthcoming).
- CAMPBELL (J.M.)  
1883 *Kanara*, Bombay, 2 pts. (*Gazetteer of the Bombay Presidency*, vol. 15).
- CARRIN-BOUEZ (M.)  
1986 *La fleur et l'os. Symbolisme et rituel chez les Santal*, Paris.
- CHANDRAN (M.D.S.) & GADGIL (M.)  
1989 « Sacred Groves and Sacred Trees of Uttara Kannada » (unpubl. ms.).
- COHN (B.S.)  
1987 *An Anthropologist among the Historians and Other Essays*, Delhi.
- COORG (Conservator of Forests)  
1872-73 sq. *Progress Report of Forest Administration in the Province of Coorg* (annual).
- CORVOL (A.)  
1984 *L'homme et l'arbre sous l'Ancien Régime*, Paris.  
1987a *L'homme aux bois. Histoire des relations de l'homme et de la forêt*, Paris.

- CORVOL (A.)  
1987b « L'arbre et la nature (XVII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle) », *Histoire, Économie et Société*, 6 (1).
- DAS (D.R.)  
1969 *Economic History of the Deccan from 1st to 6th Century A.D.*, Delhi.
- DESHPANDE (C.D.)  
1941 « Market Villages and Periodic Fairs of Bombay Karnatak », *Indian Geographical Journal*, 16 (4).
- DHARESHWAR (S.S.)  
1939 « Honavar Range and Teak Regeneration », *Indian Forester*, 45 (7).  
1941 « The Denuded Condition of the Minor Forest in Kanara Coastal Tract, Its History and a Scheme for Its Regeneration », *Indian Forester*, 67 (2).
- ENTHOVEN (R.E.)  
1904 *Gazetteer of the Bombay Presidency*, vol. XV-B, Kanara, Bombay.
- FIRMINGER (W.K.) ed.  
1918 *The Fifth Report from the Select Committee of the House of Commons on the Affairs of the East India Company*, Calcutta, 3 vols.
- FOUCAULT (M.)  
1977 *Disciplin and Punish : The Birth of the Prison* (trans. A. Sheridan), Harmondsworth.
- GADGIL (M.)  
1985 « Social Restraints on Resource Utilization : The Indian Experience », in J.A. MCNEELY & D. PITT (eds.), *Culture and Conservation : The Human Dimension in Environmental Planning*, Dublin.
- GADGIL (M.) & CHANDRAN (M.D.S.)  
1988 « On the History of Uttara Kannada Forests », in J. DARGAVEL *et al.* (eds.), *Changing Tropical Forests*, Canberra.  
1989 *Environmental Impact of Forest Based Industries on the Evergreen Forests of Uttara Kannada District : A Case Study*, Bangalore.
- GADGIL (M.) & IYER (P.)  
1989 « On the Diversification of Common-Property Resource Use by Indian Society », in F. BARKES (ed.), *Common Property Resources : Ecology and Community-Based Sustainable Development*, London.
- GADGIL (M.) & MALHOTRA (K.C.)  
1983 « Adaptative Significance of the Indian Caste System : An Ecological Perspective », *Annals of Human Biology*, 10.
- GADGIL (M.) & VARTAK (V.D.)  
1976 « The Sacred Groves of Western Ghats in India », *Economy Botany*, 30.
- GUHA (R.)  
1989 *The Unquiet Woods : Ecological Change and Peasant Resistance in the Himalaya*, Delhi.
- HAMILTON (W.)  
1820 *Description of Hindostan*, London.
- HARDY (G.S.)  
1913 *Gazetteer of the Bombay Presidency*, vol. XV-B, Kanara, Bombay.
- HILL (H.C.)  
1890 *Suggestions for the Administration of the Forests in Coorg*, Calcutta.
- HURD (J.M.)  
1983 « Railways », in D. KUMAR (ed.), *The Cambridge Economic History of India*, vol. 2, c. 1757-c. 1970, Cambridge, pp. 737-761.
- INDIA (Government of)  
1918a Indian Industrial Commission, *Minutes of Evidence, 1916-1917*, vol. III, Madras and Bangalore, Calcutta.  
1918b Indian Industrial Commission, *Minutes of Evidence, 1916-1918*, vol. IV, Bombay, Calcutta.

- KALAORA (B.) & SAVOYE (A.)  
 1986 *La forêt pacifiée. Les forestiers de l'École Le Play, experts des sociétés pastorales*, Paris.
- KAMATH (S.U.)  
 1982 « Agrarian Agitations and Freedom Movement in Karnataka », *Quarterly Journal of the Mythic Society*, 73 (2).  
 1985 *Karnataka State Gazetteer-Uttara Kannada District*, Bangalore.
- KRISHNASWAMI AYYAR (K.N.) & HALL (J.F.)  
 1938 *Madras District Gazetteers — Statistical Appendix Together with a Supplement to the two District Manuals for South Kanara District*, Madras.
- KRISHNASWAMI (P.R.)  
 1947 *Tom Munro Saheb, Governor of Madras : A Portrait, with a Selection of his Letters*, Madras.
- KUCHELMEISTER (G.)  
 1989 *Trees and People in Sri Lanka*, Aachen (Germany).
- LEARMONTH (A.T.A.)  
 1962 *Mysore State*, vol. II, *A Regional Synthesis*, Bombay.
- LECOMTE-TILOUINE (M.)  
 1987 « Hommes/divinités de la forêt. A travers le miroir au Népal central », *Études rurales*, 107-108.
- MADRAS (Government of)  
 1905 *Madras District Gazetteers — Statistical Appendix for South Kanara District*, Madras.  
 1915 *Madras District Gazetteers — Statistical Appendix for South Kanara District*, Madras.
- MORRIS (B.)  
 1986 « Deforestation in India and the Fate of Forest Tribes », *The Ecologist*, 16 (6).
- NADKARNI (M.V.)  
 1989 *The Political Economy of Forest Use and Management*, New Delhi.
- NADKARNI (M.V.) & SAMUEL (M.J.)  
 1984 « Population and Workforce Changes in a Forest Region », *Social Science Probings*, 1 (3).
- PANT (R.)  
 1987 « The Cognitive Status of Caste in Colonial Ethnography », *Indian Economic and Social History Review*, 24 (2).
- PASCAL (J.-P.), RAMESH (B.R.) & BOURGEON (G.)  
 1988 « The "Kan Forests" of the Karnataka Plateau (India) : Structure and Floristic Composition, Trends in the Changes Due to their Exploitation », *Tropical Ecology*, 29 (2).
- PEYTON (Capt.)  
 1870 *Administration Report of the Canara Forests for the Year 1869-1870*, Bombay.
- PILLAI (E.V.P.)  
 1938 « The Forests of South Kanara », *Journal of the Madras Geographical Association*, 13 (3).
- RAO (M.V.K.) & HALAPPA (G.S.) eds.  
 1962 *History of the Freedom Movement in Karnataka*, Bangalore, 2 vols.
- RIBBENTROP (B.)  
 1989 *Forestry in British India*, New Delhi (first ed. Calcutta, 1900).
- RICE (B.L.) ed.  
 1908 *Imperial Gazetteer of India, Provincial Series — Mysore and Coorg*, Calcutta.
- SAHLINS (M.)  
 1976 *Culture and Practical Reason*, Chicago.

- SARKAR (S.)  
1980 « Primitive Rebellion and Modern Nationalism : A Note on Forest Satyagraha in the Non-Cooperation and Civil Disobedience Movements », in K.N. PANIKKAR (ed.), *National and Left Movements in India*, Delhi.
- SHIVA (V.)  
1988 *Staying Alive : Women, Ecology and Survival in India*, New Delhi.
- SHYAMSUNDER (S.) & PARAMESWARAPPA (S.)  
1987 « Forestry in India — The Forester's View », *Ambio*, 16 (6).
- STEBBING (E.P.)  
1922-1926 *The Forests of India*, London, 3 vols.
- STEIN (B.)  
1989 *Thomas Munro : The Origins of the Colonial State and his Vision of Empire*, Delhi.
- STEWART (J.H.)  
1976 *Theory of Culture Change : The Methodology of Multilinear Evolution* (1st ed. 1955), Urbana (Ill.).
- STURROCK (J.)  
1894 *Madras District Manuals — South Canara*, Madras.
- THORNTON (E.)  
1854 *Gazetteer of India*, London.
- TUCKER (R.P.)  
1983 « The British Colonial System and the Forests of the Western Himalayas, 1815-1914 », in R.P. TUCKER & J.F. RICHARDS (eds.), *Global Deforestation and the Nineteenth-Century World Economy*, Durham (N.C.).
- UNITED KINGDOM (Government of the)  
1920 *British Empire Forestry Conference, London, 1920 : Statement of Forest Conditions in British India*, London.
- VARTAK (V.D.) & GADGIL (M.)  
1981 « Studies on Sacred Groves along the Western Ghats from Maharashtra and Goa : Role of Beliefs and Folklores », in S.K. JAIN (ed.), *Glimpses of Indian Ethnobotany*, New Delhi.
- VENNETIER (M.)  
1978-1979 *Aménagement et conversion des forêts à teck et à santal du Sud de l'Inde*, Paris, École nationale du génie rural et des eaux et forêts.
- VIART (M.)  
1963 *Contribution à l'étude de l'action de l'homme sur la végétation dans le sud de l'Inde*, unpubl. doctoral diss., University of Toulouse, France.
- VICZIANY (M.)  
1986 « Imperialism, Botany and Statistics in Early Nineteenth Century India : The Surveys of Francis Buchanan (1762-1829) », *Modern Asian Studies*, 19 (3).
- VOELCKER (J.A.)  
1893 *Report on the Improvement of Indian Agriculture*, London.
- WARMINGTON (E.H.)  
1974 *The Commerce Between the Roman Empire and India*, 2nd revised ed., London.

## RÉSUMÉ

Cette étude expose d'abord les étapes et les facteurs de la régression de la couverture forestière dans la zone centrale des Ghâts occidentaux (Inde du Sud) depuis deux siècles. Bien que les dangers écologiques d'une déforestation incontrôlée soient connus de bonne heure, c'est surtout l'exigence d'une gestion centralisée du capital forestier pour les besoins de l'État qui conduit à la mise en place, à partir des années 1860, d'un département des Forêts et d'une législation qui restreint considérablement les droits d'usage dont jouissaient traditionnellement les populations locales. Le *Forest Department*, cependant, est tenu par le gouvernement de réaliser des profits, et sa stratégie de gestion met l'accent sur l'exploitation commerciale des forêts et sur le développement des espèces les plus rentables (teck notamment), au détriment des intérêts des usagers paysans et tribaux.

Les effets d'une telle politique sur les modes de vie ruraux sont considérables. Le *Forest Department* décourage de façon progressive mais résolue l'agriculture itinérante, qui est finalement abolie en 1920. Et surtout l'équilibre traditionnel du rapport entre agriculture et forêt (dont la composante symbolique, illustrée par le souci général de la préservation des « bois sacrés », joue un rôle important) est sérieusement compromis, du fait de l'étranglement des espaces boisés dévolus aux collectivités villageoises. La délinquance forestière qui se développe sur ce terrain est stimulée par les comportements souvent vexatoires des fonctionnaires subalternes du *Forest Department*. Cette délinquance tourne périodiquement à la résistance de masse, particulièrement à partir des années 1920, lorsque s'effectue la conjonction entre ce mécontentement et les campagnes d'agitation du mouvement nationaliste.

## SUMMARY

This study deals at first with the factors and stages of the process of deforestation which has developed in the central Western Ghats of India over the last 200 years. A consciousness of the ecological dangers of uncontrolled deforestation obviously existed in the official spheres during the first half of the 19th century. It is however mainly in order to meet the requirements of the colonial state that a centralized system of forest management was instituted from the 1860s onwards, and that forest legislation and regulations were passed which curtailed drastically the rights of access of the local populations to the forests for collection of forest produce and grazing. The Forest Department, being considered as a source of surplus revenue for the Imperial Exchequer, had to give priority to commercial exploitation and the plantation of valuable species over the interests of the local peasant and tribal population.

This policy had a considerable impact on the material condition of the rural population. The Forest Department pursued a policy of gradual eradication of shifting cultivation. The traditional equilibrium between agriculture and forest was jeopardized, as the area of forest that was conceded to the village communities proved too small for a growing population. The incidence of forest crime went on increasing in this context. Periodical outbursts of mass resistance to forest regulations occurred, especially from the 1920s onwards, when popular discontent tended to merge with nationalist agitation.